

CODELIAPP
(Collectif de défense de la ligne Agen-Périgueux-Limoges-Paris)

Siège social: Mairie de Monsempron-Libos.

Assemblée générale du 16 mars 2018.

42 présents ou représentés, 4 excusés

Ordre du jour :

- Rapport moral, compte-rendu d'activité, rapport financier pour l'année 2017.
- Renouvellement du comité de direction et du bureau.
- Questions d'actualité : Devenir de la ligne Agen-Périgueux : Débat après les récentes annonces gouvernementales (rapport Spinetta). Interventions de nos élus et objectifs pour 2018.
- Questions diverses.

Sylviane Arnac (coprésidente) ouvre la séance à 18h40 : Elle remercie la nombreuse assistance, et se félicite de la présence de nombreux élus, preuve s'il en est, de l'importance de la mobilisation concernant la menace sur la ligne Agen-Périgueux.

Après l'observation d'une minute de silence à la mémoire de Michel Montagne, ancien président de Périgord-Rail+ récemment décédé, elle entame l'ordre du jour :

1) Rapport moral :

Sylviane Arnac rappelle que le Codeliapp né il y a 25 ans (à l'initiative de Jacques Valadié, alors que la ligne était déjà menacée), à permis, avec l'aide des adhérents et d'une majorité d'élus de Lot et Garonne et de Dordogne concernés, de maintenir la ligne Agen-Périgueux, essentielle au désenclavement de la Région.

En 2016, un contrat signé par l'état et la SNCF réseau a transféré à la Région la charge de l'ensemble de l'infrastructure de la ligne.

Quand on sait que pour la remise en état des lignes TER de la Région Nouvelle Aquitaine il faudrait selon SNCF réseau investir 1 milliard 500 millions d'euros, et que les finances de la Région ne sont pas extensibles, SNCF réseau a proposé la suppression de 4 lignes TER dont la ligne Agen-Périgueux, ce que nous ne pouvons accepter.

Rappelons que le rapport **Spinetta** préconise la suppression de 9000 km de lignes TER non rentables, proposition non retenue par le gouvernement : Mais qui paiera pour leur maintien ?

En effet, il serait préjudiciable que nos territoires ruraux soient encore amputés d'un service public supplémentaire, élément indispensable de désenclavement et participant à la lutte pour l'environnement. Ce serait dommageable pour l'intérêt général de nos zones rurales désertées par l'économie et la médecine.

En conséquence, une trentaine d'élus de Dordogne et du Lot et Garonne, concernés par cet axe se sont réunis avec les associations Codéliapp et Périgord Rail+ à Belvès les 03 et 30 novembre 2017.

Il a été décidé que chaque municipalité enverrait une lettre rédigée en commun au président de Région Alain Rousset pour solliciter une audience. Une délégation des maires concernés et la conseillère Régionale Marie Costes ont été reçus par Alain Rousset le 09 février 2018 à la Région.

Lors de cette entrevue, le président Alain Rousset a confirmé sa volonté de vouloir maintenir cet axe, comme les autres lignes menacées, mais au vu des travaux importants à mettre en œuvre, il souhaite que les élus concernés écrivent à la ministre des transports pour évoquer les

problèmes de financement, que la Région Nouvelle Aquitaine ne peut seule assumer (rappelons que la remise en état de cette ligne nécessiterait d'après la SNCF réseau 150 millions d'euros).

Les élus présents à cette réunion feront le point prochainement à Belvès. Ils devraient proposer un projet de ligne. Le président Alain Rousset doit venir visiter cet axe prochainement.

Le Codeliapp reste mobilisé pour l'intérêt général, l'équité des territoires, pour lutter contre l'abandon du service public dans nos zones rurales, et le renouveau du fret ferroviaire. Nous sommes vos porte voix à condition bien sûr d'être soutenu dans ce juste combat, difficile, au moment où les lobbys routiers continuent de plus belle à faire le siège du parlement Européen.

Le rapport moral à été adopté à l'unanimité.

2) Compte-rendu d'activité :

Jean-Pierre Jolly (Coprésident) présente le calendrier des différentes réunions, rencontres et activités qui ont eu lieu au cours de l'année 2017 :

23-02 : Réunion du Bureau.
02-03: Contrôle des comptes 2016.
07-03: Mise à jour du site internet (à Penne).
17-03 : Assemblée Générale du Codeliapp (Monsempron-Libos).
01-04: Participation à l'A.G. de Périgord-Rail+ (Le Buisson).
02-06 : Réunion du bureau.
28-08 ; Réunion du bureau.
28-09 : Participation à la réunion de Périgord Rail+.
07-10 : Participation forum CNR(Convergence Nationale Rail à Paris).
13-10 : Rencontre avec le député (Villeneuve/Lot).
16-10: Rencontre avec le maire de Condezaygues.
18-10 : Rencontre avec le maire de Penne d'Agenais.
23-10 : Rencontre avec le maire de Saint-Sylvestre.
30-10: Rencontre avec Le président de la communauté de commune Fumel-Vallée du Lot.
02-11 : Rencontre avec le maire de Monsempron-Libos.
03-11 : Participation à la réunion des maires à Belvès.
20-11 : Participation à la réunion des maires à Belvès.
12-12 : Participation à la réunion de Périgord Rail+ au Buisson.
16-12 : Participation à l'A.G. de CNR à Paris.

Adopté à l'unanimité.

3) Rapport financier :

Présenté par Monique Siders, trésorière :

La commission financière, représentée par Annie Arènes et Yannick Zaballos, s'est réunie le 2 mars 2018 et a vérifiée la bonne tenue de la comptabilité.

L'exercice vérifié court du 1^{er} décembre 2016 au 30 novembre 2017 : Soldes extrêmes au cours de cette période +3.727,20 € au 1^{er} décembre 2016 et 3.561,23 € au 30 Novembre 2017, avec une différence négative de 165,97 €.

- **Dépenses** : Elles s'élèvent à **1.299,27 €** et se décomposent comme suit :

- Assurance : 162,35 € ;
- Adhésion à CNR, Périgord Rail+ et Radio 4: 64 €.
- Achat imprimante, fournitures de bureau : 115,88 €.
- Frais postaux : 68,26 €.
- Gerbe pour le décès de Michel Montagne : 36,90 €.

- Frais de déplacements des membres du bureau pour participer aux différentes réunions et manifestations (à Bordeaux, Paris) : 544,90 €.
- Frais de bouche lors des déplacements, verre de l'amitié, buffet de l'A.G de 2017 : 306,98 €.

- Recettes : Elle s'élèvent à 1.133,30 € . Constituées par :

- Les cartes d'adhérents:318,30 €.
- Des subventions communales pour un total de 865 € qui se décomposent comme suit :
100 € pour Condezaygues, Fumel, Montayral, Villeneuve/lot ;
80 € pour Monsempron-Libos, Penne d'Agenais ;
55 € Pour St Sylvestre ;
50 € pour Blanquefort, Cuzorn, Sauveterre, St Front, Trentels.

La cotisation des adhérents pour l'année 2018 est maintenue à 5 €.

Comptes adoptés à l'unanimité.

4) Renouvellement du bureau :

Comme il se doit, le bureau est démissionnaire. J.Pierre Jolly ne souhaite plus être coprésident, mais reste chargé de la communication. Monsieur Jacques Pons étant parti sous d'autres cieux est considéré comme démissionnaire.

En l'absence de nouvelles candidatures, le nouveau bureau est reconduit comme suit :

- Président d'honneur : Serge Fresquet.
- Présidente : Sylviane Arnac.
- Membre fondateur chargé des liens avec les autres associations (Périgord Rail+, CNR) :
- Jacques Valadié.
- Membre chargé de la communication : Jean-Pierre Jolly.
- Secrétaire : Jean-Pierre Verrier.
- Secrétaire adjoint : Marc Maisonnave .
- Trésorière : Monique Siders.
- Trésorier adjoint : Jean-Luc Durou.
- Administrateur : Simon Pierre.

Le nouveau bureau est approuvé à l'unanimité.

5) Questions d'actualités : Débats sur le devenir de la ligne Agen Périgueux : Intervention de nos élus, et objectifs pour 2018 :

- Jean Jacques Brouillet maire de Monsempron-Libos, vice-président de la communauté de communes du Fumélois/Vallée du Lot rend compte des réunions tenues à Belvès avec les maires concernés (voir plus haut) ainsi que de la rencontre des élus avec le président de Région Alain Rousset à laquelle il a participé, avec Marie Costes, conseillère Régionale (laquelle avait adressé un courrier à Alain Rousset pour qu'il précise sa position sur le devenir de la ligne).

Il précise que tous les élus sont concernés par la défense de la ligne, et qu'ils doivent travailler ensemble, toutes tendances politiques confondues .

Le président Rousset à approuvé la démarche des élus et soutien le maintien de la ligne Agen-Périgueux, menacée de fermeture dans le rapport **Spinetta**, mais que le 1^{er} ministre s'est engagé à maintenir.

Mais le problème du financement du maintien de la ligne se pose. Si l'état se désengage financièrement, la Région ne peut assumer à elle seule les travaux nécessités par la rénovation des infrastructures de la ligne. D'autre part pour justifier le maintien, il faut un projet de ligne selon Alain Rousset.

La participation financière des collectivités concernées peut être envisagée mais dans la limite de leurs moyens.

Il faut se mobiliser insiste J.Jacques Brouillet, le Fumelois a des atouts et mérite qu'on le défende.

- Guillaume Moliérac, conseiller Régional, félicite le Codeliapp pour son action et rappelle le soutien d'Alain Rousset favorable au maintien de la ligne Agen-Périgueux, comme les trois autres lignes de la Région nouvelle Aquitaine, elles aussi menacées dans le rapport Spinetta.

Il rappelle que si le TGV est toujours attractif, son développement ne doit pas se faire au détriment des petites lignes, au contraire, il estime que la future ligne LGV Bordeaux-Toulouse (pour l'instant gelée), avec un arrêt à Agen, serait un atout pour la ligne la ligne Agen-Périgueux, à condition qu'il y ait une liaison directe avec la LGV.

Tout ne doit pas se faire sur Bordeaux et la côte, l'aménagement du territoire ne doit pas se concentrer uniquement sur les grandes agglomérations, il ne faut pas oublier l'arrière pays comme le Fumémois, qui mérite d'être valorisé.

La baisse de fréquentation de la ligne est due à la vétusté des voies et aux ralentissements qui en découlent, sans compter les problèmes de correspondances.

Comment rendre la ligne attractive, pour améliorer sa rentabilité :En permettant aux entreprises privées de l'utiliser (développement du fret), en fermant certaines gares pour améliorer la vitesse, supprimer certains trains dont la fréquentation est très faible.

La fermeture éventuelle de l'aéroport d'Agen, peu fréquenté, pourrait aider au maintien de la ligne.

Guillaume Moliérac rappelle que la Région, qui a investie dans les nouvelles rames et la rénovation des gares, fera tout pour maintenir la ligne : Les élus Régionaux (toute tendances politiques confondues) sont mobilisés au côté du président Alain Rousset pour soutenir la ligne, convaincus que l'avenir est dans le train .

- Jacques Valadié rappelle que la fondation du Codeliapp remonte à 25 ans alors que la ligne Agen-Périgueux-Limoges était menacée. Son action, avec l'aide des élus et de la Région avec Alain Rousset a permis de sauver la ligne.

- Jean-Pierre Verrier regrette l'abandon du projet de réouverture de la ligne Villeneuve-Penne : Cette réouverture aurait contribué à renforcer la fréquentation de la ligne Agen-Périgueux, et au désenclavement du Fumémois.

- Gérard Barrière (Ancien président de AVUT, association soutenant la réouverture de la ligne Villeneuve-Penne aujourd'hui dissoute) précise que le projet n'est pas abandonné, mais provisoirement suspendu.

- Jean-Marc Xuéreb (ex manager de la ligne), estime qu'il faut faire des propositions concrètes en faisant des économies pour optimiser la ligne, en adaptant les dessertes aux besoins des usagers, par la suppression notamment de certains trains peu utilisés au profit de trains plus fréquentés, en améliorant les horaires pour de meilleures correspondances notamment avec le TGV à Agen.

Il est rappelé que la fréquentation de la ligne est de 500 passagers par jour pour une vingtaine de trains (moyenne haute par rapport a la fréquentation moyenne sur les lignes TER).

- Un adhérent propose de faire des groupes de travail pour voir comment améliorer la fréquentation (trains touristiques, voyages scolaires...).

- Serge Fresquet propose la modernisation du réseau par un autre opérateur que la SNCF. Il rappelle que la ligne Agen-Périgueux à une vocation touristique (musée de la Préhistoire, Les Eysies...).

- Didier Caminade (président de la CCFVL) insiste sur la nécessité d'une forte mobilisation des élus locaux (peu soutenus par les élus Agenais et Marmandais), et des associations face à la détermination du gouvernement.

- Une motion proposée par les conseillers départementaux (Sophie Gargowitsch et Daniel Borie) à été votée au conseil départemental pour soutenir la ligne.

- En conclusion, les élus sont prêts à participer à la constitution d'un groupe de travail pour élaborer un projet de développement afin d'assurer le maintien de la ligne Agen-Périgueux, vitale pour le désenclavement de la Région : Une motion devrait être adressée à Mme la ministre des transports.

En l'absence éventuelle d'un financement par l'état , le financement par la Région et les collectivités locales devrait être étudié.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h15 suivie du pot de l'amitié.

Le secrétaire du Codeliapp : Jean-Pierre Verrier.